



Le 8 Février, nous dirons NON

- ☞ à la baisse du pouvoir d'achat
- ☞ aux suppressions d'emplois
- ☞ au démantèlement et à l'abandon du service public
- ☞ à la dégradation des conditions de vie au travail,

Le 8 février à l'appel des fédérations de fonctionnaires, C.G.T, C.F.D.T, F.O, F.S.U, U.N.S.A et Solidaires nous ne ferons pas grève pour le plaisir ou pour préserver ce que d'aucun qualifie de privilège.

Nous ferons grève par nécessité.

- **Nécessité d'avoir un salaire décent** qui permette tout simplement de vivre, de se loger. Savez-vous que nombre de fonctionnaires ne le peuvent, faute de revenus suffisants.

Refuser la baisse de son pouvoir d'achat, c'est refuser de se précariser, d'entrer dans la spirale du surendettement, c'est refuser que le RMI ou le SMIC soit la référence au dessus de laquelle il faut être satisfait. Certes +0,8% au 1^{er} février c'est mieux que +0,3% arithmétiquement parlant, mais à côté des augmentations du coût de la vie, on est loin du compte. Qui peut affirmer aujourd'hui à indice égal qu'il vit mieux avec son traitement qu'il y a un an, deux ans, trois ans ? alors que les chiffres les plus optimistes dénoncent une perte de 6% en 5 ans. Quant aux retraités de la fonction publique, confrontés à la perte des compléments de salaires que sont les primes, sont-ils si privilégiés que cela ?

- **Nécessité d'obtenir des créations d'emplois** titulaires en nombre suffisant afin de permettre le maintien d'un service public de proximité et de qualité et avec des agents formés en conséquence. Non les effectifs de la Fonction Publique ne sont pas budgétivores si le but est bien l'égalité de traitement des citoyens, au regard de leurs missions, des solidarités qu'elles mettent en place. Alors que le chômage et la précarité s'installent dans notre société, fragilisant chaque jour d'avantage les citoyens, opposant ceux qui ont un CDI à ceux qui n'ont qu'un CDD, aux fonctionnaires encore titulaires alors que les recrutements contractuels se multiplient, revendiquer des emplois c'est refuser cette logique d'affrontement, c'est exiger que la norme soit le droit à un emploi qui permette à chacun de recouvrer sa dignité et de se sentir utile à la collectivité. En défendant leur emploi, en exigeant des créations de poste, est-ce vraiment une attitude de privilégiés ?

- **Nécessité du maintien du rôle de l'Etat et des services publics** car il est évident que certains voudraient voir la place de ceux-ci disparaître du moins considérablement diminués. Revendiquer moins d'impôts et moins de fonctionnaires ce n'est ni plus ni moins la volonté de diminuer les solidarités nationales, livrer le financement de certains besoins considérer aujourd'hui encore comme accessibles à tous à l'appétit de quelques uns et accessibles à ceux qui en auront les moyens. Se battre pour le bien collectif est-ce une attitude de privilégié ?

NON les fonctionnaires ne sont pas et n'agissent pas en privilégiés.

Le 8 Février les agents du Trésor comme l'ensemble des fonctionnaires refuseront cette logique du bouc émissaire. Nous dirons non à cette dégradation perpétuelle de nos conditions de vie et à nos conditions de travail. Nous dirons NON au dénigrement des services publics et de ses agents.

Cette 24 heures n'est pas comme on voudrait nous le faire croire une 24 heures de plus ; Il nous appartient collectivement de faire en sorte qu'elle soit prise compte, tant au Trésor, au MINEFI, à la Fonction Publique, dans la société. Plus nous serons nombreux plus elle aura de répercussions. Alors :

TOUTES ET TOUS EN GREVE

Pour que ça change en 2007

METZ Manif départ Place de l'Esplanade 14h30